

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député a posé une autre question.

M. Nielsen: Heureusement que vous l'avez remarqué!

M. MacEachen: Dans sa question, il n'a même pas rappelé qu'à l'heure actuelle, le taux de l'inflation est très élevé au Canada. Il est supérieur à celui des États-Unis. Nos accords salariaux sont plus intéressants que chez nos voisins du Sud; ils sont même à la hausse, tandis qu'aux États-Unis, ils sont à la baisse. D'après toutes ses questions, le député ne semble pas encore avoir compris que si le chômage est élevé au Canada et partout ailleurs, c'est que nous n'avons pas réussi à juguler l'inflation. Toutes les propositions qu'il a faites jusqu'à présent...

M. Huntington: Dites-nous un peu comment vous feriez pour freiner l'inflation!

M. MacEachen: ...visent à augmenter l'inflation et à aggraver nos problèmes au titre du chômage.

Mlle MacDonald: Mais c'est ce que vous êtes en train de faire!

M. MacEachen: C'est là le résultat de la proposition formulée par le député aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Vos politiques ont le même effet, Allan!

ON DEMANDE AU MINISTRE DE REPENSER L'ORIENTATION DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Je tiens à dire au ministre que les résultats que nous avons sous les yeux aujourd'hui sont la conséquence directe de son attitude dogmatique. Il n'est pas question de se demander si cela aggrave l'inflation. Pour l'amour du ciel, comment le fait de bâtir une maison, une maison à un prix abordable, pourrait-il aggraver l'inflation?

Des voix: Bravo!

M. Deans: La politique inflationniste et la doctrine que pratique le ministre n'ont nullement contribué à juguler l'inflation. Le seul résultat tangible a été d'empêcher les Canadiens d'acheter des produits que d'autres Canadiens fabriquent.

Il existe aujourd'hui une opinion très répandue, partagée par tous les premiers ministres provinciaux et les partis d'opposition à la Chambre des communes ainsi que par les observateurs de la scène politique, voulant que la politique que poursuit systématiquement le ministre, sans se préoccuper de ses conséquences sur le simple citoyen, ne soit pas la politique appropriée aux besoins de l'heure. A cause de tout cela, je demande simplement au ministre de repenser ses orientations. Je lui demande de penser au sort de ce 1.8 million de Canadiens. Je lui demande de renoncer à ses politiques actuelles et de chercher dans nos ressources économiques les outils néces-

Questions orales

saires à créer les emplois que réclame le grand public, pour que notre pays puisse de nouveau aller de l'avant.

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député me demande de repenser ma politique. Une chose que je fais constamment...

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: ... c'est d'écouter tous les points de vue, comme je l'ai fait ces trois derniers jours à la conférence des premiers ministres.

M. Wilson: Voulez-vous le dire!

M. MacEachen: Le député me demande d'être sensible à la misère des chômeurs. Mais je suis loin de rester indifférent. Cependant, il me demande aussi d'adopter des politiques qui ne contribueraient pas à réduire le chômage; loin de là, les politiques qu'il préconise auraient plutôt pour effet d'aggraver l'inflation.

M. Deans: Non, non!

M. MacEachen: Ce serait justement les conséquences de telles politiques.

M. Deans: Pas du tout!

* * *

LES MINES

LA SUPPRESSION DE L'ALLOCATION SPÉCIALE POUR LES RESSOURCES

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, mes questions s'adressent elles aussi au ministre des Finances. Les capitaux d'investissement dans les secteurs de l'exploitation et de la prospection minières quittent le Canada à grande allure. Les géants miniers du Canada subissent des pertes records. Il y aura des centaines et même des milliers de congédiements dans le secteur minier si l'on ne fait pas bientôt quelque chose pour redresser la situation. La suppression de l'allocation de subsistance pour le grand Nord coûtera des milliers de dollars aux mineurs qui habitent des villes comme Labrador-City au cours des années à venir.

Une voix: L'allocation n'a pas été supprimée.

M. Siddon: Pourquoi le gouvernement a-t-il proposé la suppression de l'allocation spéciale de 25 p. 100 pour les ressources alors que cette allocation dissuaderait les sociétés minières du Canada de transformer leur minerai de fer, dont se servent beaucoup les industries du Canada, en gueuses de fonte? Cela fera grimper davantage le coût de l'acier pour l'industrie automobile et toutes les autres industries de fabrication du Canada parce que cette allocation de 25 p. 100 encourageait les usines sidérurgiques du Canada à axer leur production sur les besoins internes du Canada. Pourquoi cette mesure a-t-elle été incluse dans le budget? Le ministre ne comprend-il pas à quel point cela fera monter le taux de chômage?